

Reform UK signe un raz-de-marée électoral

ROYAUME-UNI Le parti populiste de droite a effectué une spectaculaire percée lors des élections locales, dont les résultats ont été annoncés vendredi. Il a désormais supplanté les conservateurs en tant que principal parti d'opposition

JULIE ZAUGG, STAFFORD

Les spots rouges et bleus clignotaient furieusement dans la salle des fêtes. Deux vésuves placés de part et d'autre de la scène ont lâché une volée d'étincelles qui sont venues s'écraser contre le plafond. Précédé par deux gardes de sécurité, le chef du parti Reform UK, Nigel Farage, a fait son entrée au son d'un morceau aux airs d'hymne de stade de foot, sous les applaudissements d'une salle chauffée à blanc. «Bonsoir Staffordshire!» a-t-il lancé, avec un sourire félin.

Cet événement de campagne s'est tenu mercredi soir dans la banlieue de Stafford, une bourgade rurale du centre de l'Angleterre, la veille des élections locales du 1er mai. Fief historique des conservateurs, la région a voté massivement en faveur du Brexit en 2016 et de Reform UK lors de l'élection générale de juillet 2024. «Demain, le Staffordshire sera secoué par un tremblement de terre dont les ondes de choc se feront sentir aux quatre coins du Royaume-Uni», a déclaré le fondateur du parti populiste sorti en 2018 des entrailles de la formation anti-européenne UKIP.

Tirade contre les requérants

Le raz-de-marée annoncé par le trublion de droite, qui malgré ses complets en tweed et son passé dans la finance est devenu une icône pour les oubliés de la globalisation, a bel et bien eu lieu. Jeudi, le pays a voté en masse pour Reform UK.

Le parti a obtenu deux postes de maire dans le Lincolnshire, une région autrefois dominée par les conservateurs, et dans le Yorkshire, où il est parvenu à placer un ex-boxeur olympique sans expérience politique. A Runcorn et Helsby, une zone industrielle non loin de Liverpool qui avait voté à 53% pour le Labour en juillet dernier, sa candidate pour le parlement national a obtenu 38,72% des votes, devançant son opposant travailliste de six voix.

Reform UK a également remporté au moins 626 sièges d'élus locaux, alors que les conservateurs en perdaient plus de 600 et les tra-



Nigel Farage avec des candidats de son parti lors d'un événement de campagne. Le succès de Reform UK dans les urnes aura un impact direct sur la prochaine élection générale, en 2029. (STAFFORD, 30 AVRIL 2025/JACOB KING/PA IMAGES VIA GETTY IMAGES)

REPORTAGE

vaillistes plus de 170, empochant 30% du vote à l'échelle du pays, selon les résultats annoncés vendredi en milieu de soirée. Dans le Staffordshire, le parti a obtenu 49 des 62 sièges en jeu.

«Les électeurs de Reform UK sont mus avant tout par la question de l'immigration, interprétée par le biais d'un filtre économique, note Tony Travers, expert des élections locales à la London School of Economics (LSE). Les étrangers sont accusés d'accaparer les services publics, notamment le système de santé et les écoles, et les emplois.» A cela s'ajoute une dénonciation du «wokisme», notamment des politiques de diversité et d'inclusion qui ont cours dans le monde du travail.

«Plus récemment, Nigel Farage a fait de la neutralité carbone son

«Ce pays est en déclin et nous sommes la dernière chance pour le sauver»

NIGEL FARAGE, CHEF DE REFORM UK

cheval de bataille», complète Sara Hobolt, spécialiste de l'opinion publique à LSE. Il s'oppose aux fermes solaires et à éoliennes, les accusant de recouvrir des terrains agricoles, et veut renoncer aux engagements climatiques pris par le Royaume-Uni.

«Ce pays est en déclin et nous sommes la dernière chance pour le sauver», a déclaré Nigel Farage

à Stafford, avant de se lancer dans une tirade contre les requérants d'asile qui traversent la Manche. «Ces jeunes hommes, qui viennent d'une culture qui nous est complètement étrangère, obtiennent des rendez-vous chez le médecin et le dentiste alors qu'il n'y en a pas pour les Britanniques, ils se font loger dans des hôtels quatre étoiles et placent en haut des listes d'attente pour les logements sociaux, a-t-il dénoncé. C'est injuste et c'est mal! Il faut les déporter immédiatement!»

Devant la salle, l'immigration était sur toutes les lèvres. «Ma fille a peur de sortir le soir et même de prendre le bus la journée à cause de ces étrangers qui n'ont aucun respect pour les femmes, s'est emportée Sara, 58 ans. Quant à mon fils, qui travaille dans la

construction, il n'arrive pas à trouver d'emploi parce qu'il est un homme blanc et se fait passer devant par ceux qui ont une autre couleur de peau, au nom des politiques de diversité et d'inclusion.»

Politiques vertes décriées

Kevin Blair, qui dirige une antenne locale de Reform UK, dénonçait de son côté les politiques vertes du gouvernement. «Le climat a toujours été changeant, il finira bien par se refroidir à nouveau, a-t-il estimé. Cela ne sert à rien de construire de gigantesques fermes solaires et à éoliennes en Angleterre, où le soleil ne brille que rarement.»

Le succès de Reform UK dans les urnes aura un impact direct sur la prochaine élection générale, en 2029. «En faisant élire un grand

nombre de conseillers municipaux, le parti se dote d'une armée de petits soldats qui pourront frapper aux portes et faire campagne pour lui», souligne Sara Hobolt.

La formation a récemment entrepris de se professionnaliser. Zia Yusuf, un ex-banquier et fondateur d'une app de conciergerie de luxe de 38 ans, en a pris la présidence, créant plus de 400 sections locales et engageant des jeunes technophiles issus de la vidéosphère de droite qui ont permis à Nigel Farage de glaner 1 million de followers sur TikTok et 2,2 millions sur X, davantage que le premier ministre, Keir Starmer.

La fin des conservateurs?

Nigel Farage a en outre habilement négocié une guerre des mots avec Elon Musk, qui risquait de scinder le parti en deux. Le fondateur de Tesla avait promis de donner 100 millions de dollars à Reform UK. Mais en janvier il a fait volte-face, dénonçant le refus de Nigel Farage de soutenir le dirigeant de l'extrême droite Tommy Robinson. L'homme de 61 ans a tenu bon, conscient que pour gagner des électeurs il lui fallait se distancier de tout soupçon d'extrémisme.

Reform UK affirme avoir désormais 227 650 membres, contre 309 000 pour les travaillistes. Les derniers sondages le placent en tête, avec 25% des intentions de vote, alors que les travaillistes et les conservateurs en récoltent 23% chacun.

«Le système bipartisan britannique tel qu'on le connaît vit ses dernières heures», constate Sara Hobolt. Le vote de jeudi pourrait mener à une reconfiguration des forces politiques en deux blocs, «avec les travaillistes d'un côté et les conservateurs alliés à Reform UK de l'autre», estime Tony Travers. Il marque «le début de la fin des conservateurs», a réagi Nigel Farage vendredi.

Le parti se prend désormais à rêver de l'élection générale de 2029. «La victoire est à portée de main: nous avions déjà une majorité silencieuse et nous commençons à ravir le vote des travaillistes», s'est réjoui Nigel Farage à Stafford, sous les vivats de la foule. ■

L'AfD classée parti «extrémiste de droite»

ALLEMAGNE L'Office fédéral de protection de la Constitution a rendu un rapport qui relance le débat sur l'interdiction de la formation nationaliste et anti-migrants

ATS

Le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD) a été classé «extrémiste de droite» par le renseignement intérieur allemand. L'idéologie de l'AfD «dévalorise des groupes entiers de la population en Allemagne et porte atteinte à leur dignité humaine», ce qui n'est «pas compatible avec l'ordre démocratique» du pays, a déclaré l'Office de protection de la Constitution vendredi dans un communiqué pour justifier son verdict.

La formation a d'ores et déjà promis de «se défendre juridiquement» contre cette décision, qui permet aux autorités d'utiliser plus facilement des moyens de surveillance et de contrôle, y compris des communications privées, des membres de l'AfD.

Créé en 2013, le parti a effectué une percée historique lors des élections législatives du 23 février, en arrivant deuxième derrière les conservateurs avec un score de plus de 20%, doublé par rapport au précédent. Depuis, l'AfD a même dépassé dans certains sondages l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de Friedrich Merz, qui doit être élu chancelier par les députés mardi.

«Un coup dur pour la démocratie»

L'Office a souligné en particulier «l'attitude globalement hostile aux migrants et aux musulmans du parti» qui «favorise la propagation et l'approfondissement de préjugés, ressentiments et peurs» envers ces catégories de personnes.

Le service de renseignement «opère de manière autonome» et sa décision résulte «d'un examen exhaustif et neutre, consigné dans un rapport de 1100 pages», a dit vendredi le ministre de l'Intérieur, Nancy Faeser, devant la presse.

Les chefs de l'AfD, Alice Weidel et Tino Chrupalla, ont eux dénoncé «un coup dur pour la démocratie allemande», assurant que le parti «continuera à se défendre juridiquement contre ces diffamations [...]». La décision constitue un petit séisme compte tenu de l'ascension du parti, qui rêve de prendre le pouvoir lors des prochaines élections de 2029.

Les autorités pourront surveiller plus facilement les membres du parti

Les services de renseignement intérieurs allemands avaient déjà classé l'organisation de jeunesse et plusieurs branches régionales du parti comme «extrémistes», mais son classement global au niveau fédéral revêt une dimension supé-

rieure. La décision a déjà relancé le débat sur une éventuelle interdiction du parti, déjà brandi ces derniers mois par certains responsables politiques.

Obstacles constitutionnels

Les «ennemis de la démocratie» doivent être «combattus avec tous les moyens politiques et juridiques disponibles jusqu'à ce que le danger pour notre démocratie libérale soit écarté», a ainsi estimé le député social-démocrate Ralf Stegner dans une réaction au journal *Handelsblatt*. «Il n'existe aucun automatisme» après un classement de ce type, a quant à elle souligné Nancy Faeser.

Si elle ne doit «pas être exclue», la perspective d'une «procédure d'interdiction de parti a, pour de bonnes raisons, des obstacles constitutionnels très élevés». Elle exige que le Bundestag, le Bundsrat, les deux chambres du parlement, ou le gouvernement allemand dépose une plainte très motivée auprès de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. ■

EN BREF

Israël frappe Damas près du palais présidentiel

Israël a annoncé vendredi avoir bombardé les abords du palais présidentiel à Damas et a renouvelé son avertissement aux autorités syriennes contre toute atteinte à la minorité druze. Le plus influent chef druze du pays, cheikh Hikmat al-Hajri, avait dénoncé jeudi soir une «campagne génocidaire» après des violences qui ont fait plus de 100 morts, selon une ONG. Le journal *Haaretz* a indiqué vendredi que des troupes israéliennes avaient été déployées sur sol syrien pour défendre des villages druzes. ATS

Des combattants togolais ont été capturés par Kiev

Des ressortissants du Togo ont été «capturés et détenus» par les forces ukrainiennes après avoir participé «à des opérations militaires aux côtés des forces armées russes», ont indiqué les autorités du pays d'Afrique de l'Ouest. La majorité d'entre eux «auraient quitté le Togo dans le cadre de prétendues bourses d'études offertes par des structures se présentant comme basées en Russie». ATS

MAIS ENCORE

«Plus de 200 civils tués» par la junte birmane depuis le séisme

L'ONU a dénoncé vendredi les attaques contre des civils de la junte en Birmanie, qui ont fait plus de 200 morts depuis le séisme qui a secoué le pays le 28 mars. La grande majorité de ces attaques ont eu lieu après l'annonce d'un cessez-le-feu dans ce pays plongé dans une violente guerre civile depuis 2021, a précisé le haut-commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk (AFP)